

Dr Denis ERNI
Boîte postale 408
1470 Estavayer-le-Lac
denis.erni@a3.epfl.ch

Recommandé & Personnel
Conseiller fédéral
M. Ignazio CASSIS
Palais Fédéral Ouest
CH-3003 Berne

Notre référence : 240619DE_IC
Document numérique si lien activé :

Estavayer-le-Lac, le 19 juin 2024
http://www.swisstribune.org/doc/240619DE_IC.pdf

RESPECT DES VALEURS DE LA CEDH : INVITATION à PARTICIPER AU DIALOGUE (Réponse demandée)

Monsieur le Conseiller fédéral Ignazio CASSIS,

Lors du Sommet du Bürgenstock sur la violation des Droits fondamentaux de l'Homme en Ukraine par Poutine, 84 pays se sont accordés sur la nécessité d'avoir un dialogue avec Moscou.

Vous avez eu la chance que POUTINE a confirmé avoir pris connaissance de cette déclaration commune des 84 pays. Même si il n'est pas encore prêt à dialoguer sans conditions, il n'a pas ignoré la déclaration commune de ces 84 pays qui attendent de la Russie qu'elle dialogue pour mettre fin à la violation des Droits fondamentaux de l'Homme du peuple Ukrainien. POUTINE a donné des conditions pour dialoguer. Ces conditions ne permettent pas de négocier, mais au moins il n'est pas resté silencieux.

Vous avez montré que l'on ne peut pas mettre fin à une agression si les auteurs de l'agression refusent de venir négocier, ou au moins de dialoguer pour rétablir le Respect des droits fondamentaux de l'Homme.

INVITATION À PARTICIPER AU DIALOGUE SUR LA VIOLATION DES VALEURS DE LA CEDH PAR A. BERSET

Monsieur le Conseiller fédéral, maintenant que vous avez établi avec 84 pays la nécessité de dialoguer lorsqu'un pays viole les Droits fondamentaux de l'Homme, je vous invite à participer au dialogue sur la violation des Valeurs inscrites dans la CEDH par les Autorités fédérales, témoignée par l'élite de citoyens, qui a déposé la demande¹ d'enquête parlementaire référence 051217DP_GC.

Je vous rappelle que jusqu'à la date du Sommet du Bürgenstock, vous-mêmes et le Conseil fédéral avez toujours refusé de venir négocier sur cette violation des Valeurs inscrites dans la CEDH en utilisant la censure des médias suisses. Contrairement à POUTINE, vous n'avez même pas proposé des conditions pour négocier afin de mettre fin à la violation des droits fondamentaux de l'Homme, témoignée par ceux qui ont déposé la demande d'enquête parlementaire.

La Violation de la règle de conflit de droit avec la censure des médias suisses appliquée par le Conseil fédéral faisaient que ni les citoyens suisses, ni les citoyens des 84 pays qui ont participé au Sommet du Bürgenstock pouvaient connaître la manière dont l'élite de citoyens - qui a constaté la violation des droits fondamentaux de l'Homme par les Parlements suisses - a été censurée par le parlement.

Observation importante sur les Valeurs de la Vie

Lors de ce Sommet du Bürgenstock, chacun a pu se rendre compte que les Valeurs chrétiennes de la Constitution suisses ne sont pas les Valeurs de tous les participants. De même le respect des Droits fondamentaux de l'Homme inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU ne sont pas des Valeurs partagées par tous les citoyens de tous les pays qui participaient à ce Sommet.

¹ http://www.swisstribune.org/doc/051217DP_GC.pdf

Les dirigeants de la Suisse ne font pas exception, comme l'ont montré des citoyens suisses comme Patrick Foetisch, Alain BERSET, Claude ROUILLER (ancien Président du TF), etc. Les exemples ne manquent pas.

Je rappelle qu'en 1995, Foetisch a dit qu'il commettait des crimes au seul motif que cela ne servait à rien de porter plainte contre lui, car il était intouchable, grâce à ses relations en haut lieu, citation :

. ... je vous déconseille de porter plainte car je suis intouchable par mes relations en haut lieu et les infractions ne seront jamais instruites
... si vous osez le faire, je vous ferai ruiner et démolir à faire de la procédure inutile jusqu'à ce que vous abandonniez
... si vous n'abandonnez pas et arrivez à y survivre, vous devrez tenir au moins 10 ans et après de toute façon il y aura prescription

Foetisch a annoncé dès le début qu'il commet des crimes, car il a l'assurance d'obtenir la prescription. Il a précisé qu'il ferait ruiner et harceler à mort celui porterait plainte contre lui jusqu'à ce qu'il abandonne ou qu'il obtienne la prescription. Ce ne sont pas les Valeurs chrétiennes, ni les Valeurs inscrites dans les Conventions internationales, ni celles de notre Constitution qui permettent à Foetisch de dire qu'il est intouchable. Ce sont les mêmes Valeurs celles que Dmitri Medvedev a annoncé sur télégramme pour rejeter le Sommet du Bürgenstock, voir référence 240612DM, ci-annexée. Ce sont les Valeurs actuelles appliquées par le Conseil fédéral.

Des Valeurs de la Chamane et de la mission qu'elle m'a donné

Cela fait des années que des citoyens me conseillaient d'écrire un livre sur mon expérience avec la justice suisse. C'est le Serment d'Archimède que font les ingénieurs EPFL ainsi que la fausse expertise que le parlement a demandé à l'ancien Président du Tribunal fédéral, Claude ROUILLER, pour faire censurer ceux qui ont déposé la demande d'enquête parlementaire, qui m'a montré la nécessité d'écrire un livre sur les origines du dysfonctionnement de la justice suisse.

C'est aussi, les prédictions d'une Chamane sur mon destin avec sa description des Valeurs de la Vie et l'observation de la destruction de la planète telle qu'elle l'a annoncé qui m'ont finalement montré l'urgence d'écrire un livre sur les Valeurs appliquées par les élus. Votre exemplaire de ce livre est mis en annexe.

Vous pouvez aussi consulter ce livre sur lien internet suivant : www.swisstribune.org/papes-suisse

Vous verrez que je m'oppose à la candidature d'Alain BERSET comme secrétaire général au Conseil de l'Europe. On ne peut pas bâtir l'avenir avec des citoyens qui font censurer les médias et qui violent les Valeurs de la Vie.

Ce livre sera distribué à une élite de citoyens comme décrit dans le courrier ci-joint, référence² 240613DE_IG. Elles sont choisies pour déboucher sur des dispositions concrètes pour faire respecter les Valeurs de la Constitution. Les priorités sont :

- 1) mettre fin à la censure des médias par les élus
- 2) faire respecter les Valeurs de la Constitution en appliquant la règle de conflit de droit
- 3) assurer la surveillance du travail des élus et du respect des Valeurs de la Constitution par le peuple

Je vous informe que vous êtes concerné par l'action no 2, à la page 3, en tant que témoin, voire plus. Je vous demande de participer au moins pour dialoguer, comme vous l'attendiez aussi des représentants des pays que vous avez invités au Bürgenstock. Je vous demande de me confirmer par e-mail, dans les 10 jours, ou par courrier si vous acceptez cette invitation. Votre réponse sera communiquée aux autres personnes invitées.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, Ignazio CASSIS, mes salutations cordiales


Dr Denis ERNI

Document numérique avec annexes partielles : http://www.swisstribune.org/doc/240619DE_IC.pdf

Copie à : President, Committee of Ministers of Council of Europe

² http://www.swisstribune.org/doc/240613DE_IG.pdf